

Palestine

- Informations sur les développements récents
- Reportage photo sur des actions partout dans le monde du 10 au 17 mars

Palestine

Informations sur les développements récents



Sanaa, Yémen, 15 mars

Le monde condamne le quatrième raid criminel d'Israël contre l'hôpital al-Chifa dans le nord de Gaza

Affirmant que les hôpitaux abritent des résistants, les Forces de défense criminelles d'Israël ont lancé, le 18 mars à 2 heures du matin (heure locale), un nouveau raid sur l'hôpital al-Chifa, dans le nord de la bande de Gaza. Selon des témoins, le quartier al-Rimal de la ville de Gaza, où se trouve l'hôpital, a été touché par des frappes aériennes. Le ministère de la Santé de Gaza rapporte que le raid a provoqué un incendie à l'entrée du complexe qui a asphyxié les femmes et les enfants déplacés dans l'établissement. Il rapporte que des victimes étaient bloquées dans les unités de chirurgie et le service d'urgence de l'un des bâtiments, et que les communications ont été coupées. « Il y a des victimes, y compris des morts et des blessés, et il est impossible de sauver qui que ce soit

en raison de l'intensité de l'incendie et du fait que toute personne s'approchant des fenêtres est prise pour cible. »



L'hôpital al-Chifa après l'attentat du 18 mars 2024

Les Forces de défense israéliennes (FDI) disent que « les forces spéciales, soutenues par l'infanterie et les chars, ont mené une 'opération précise' sur la base de renseignements indiquant que l'hôpital était à nouveau utilisé par les dirigeants du Hamas ». Elles affirment avoir essuyé des tirs lorsqu'elle est entrée dans l'enceinte de l'hôpital et avoir tué vingt hommes armés.

Le porte-parole des FDI, le contre-amiral Daniel Hagari, a déclaré à propos du raid sur al-Chifa : « Nous avons appréhendé plus de 200 terroristes présumés qui sont actuellement interrogés. Nous avons éliminé plus de 20 terroristes dans l'enceinte de l'hôpital. » Un soldat israélien a été tué dans les combats, a-t-il ajouté. Il affirme que « le Hamas a tenté de rétablir sa base dans l'hôpital et de l'utiliser comme refuge pour les terroristes en fuite. Nous ne le permettrons pas et nous attaquerons et continuerons d'attaquer tout endroit où le Hamas tente de rétablir son emprise. »

Parmi les personnes tuées dans l'attaque se trouve Faiq al-Mabhoh, chef des opérations de police à Gaza, qui coordonnait, avec les clans locaux et l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA), l'acheminement de l'aide dans le nord de la bande de Gaza de manière sécuritaire et ordonnée. Plus précisément, il aurait organisé un convoi qui a acheminé 13 camions d'aide le 17 mars dans le nord de Gaza, pour la première fois en quatre mois et les FDI n'ont pas refoulé les camions ni massacré ceux qui cherchaient de l'aide.

Comme cela s'est produit à chaque fois, les témoins oculaires et les preuves ont démenti la version des faits donnée par le contre-amiral israélien qui vise à couvrir les crimes que les sionistes commettent délibérément.

Par exemple, Daniel Hagari est allé jusqu'à affirmer que le raid comportait un « effort humanitaire » en fournissant de la nourriture et de l'eau. Il a également insisté sur le fait qu'il n'y avait « aucune obligation » pour les patients et le personnel médical d'évacuer l'hôpital. Les correspondants d'*Al Jazeera* sur place ont ensuite rapporté que les troupes israéliennes avaient utilisé des haut-parleurs pour ordonner l'évacuation de centaines de personnes réfugiées dans l'hôpital. Plus tard, l'armée israélienne a ordonné à tous les civils se trouvant à proximité d'al-Chifa ou dans le quartier plus grand de Remal, dans la ville de Gaza, de fuir vers le sud. Le ministère de la Santé rapporte que ceux qui ont tenté de fuir le raid ont été la cible de tirs de tireurs d'élite et d'un quadricoptère (un drone à quatre rotors).

Un homme réfugié à al-Chifa depuis plus de trois mois, nommé Abdel-Hady Sayed, a déclaré à l'Associated Press que les gens étaient « piégés à l'intérieur » et que les Israéliens « tiraient sur tout ce qui bougeait ». Les rapports de presse indiquent qu'au moins 50 personnes ont été tuées dans le raid.

Des témoins ont déclaré que le correspondant d'*Al Jazeera* en arabe, Ismail al-Ghoul, avait été sévèrement battu par des soldats israéliens avant d'être arrêté avec un collègue et emmené dans un lieu inconnu. Son véhicule, ses caméras et son équipement ont été détruits. Ils ont été libérés une dizaine d'heures plus tard. Ils ont dit qu'eux et d'autres détenus ont été dépouillés de leurs vêtements et battus.



Un siège prolongé et un raid sur al-Chifa en novembre 2023 ont effectivement détruit sa capacité à fournir des soins. Plus grand complexe hospitalier de la bande de Gaza, ce n'est que récemment que certains services de base ont été rétablis. Le ministère de la Santé de Gaza a déclaré que quelque 30 000 personnes étaient piégées à l'intérieur de l'hôpital.

Pendant ce temps, le premier ministre israélien Benjamin Netanyahu a continué de répéter que le raid sur Rafah aura lieu dès que l'armée sera prête, tandis que le porte-parole de l'armée Daniel Hagari parle d'évacuer les 1,4 million de personnes réfugiées à Rafah vers des « îlots humanitaires » où elles recevraient de la nourriture et de l'eau.

Un jour avant l'assaut sur al-Chifa, les Brigades al-Qassam ont publié une vidéo montrant comment a été tué Yitzhar Hoffman, un officier israélien de l'unité d'élite Shaldag, qui aurait été le commandant responsable du siège et de l'assaut de l'hôpital al-Chifa en novembre 2023. Ils ont également publié une déclaration qui replace dans son contexte la vidéo montrant que l'attaque d'al-Chifa en novembre est l'un des chapitres les plus sanglants de la guerre, tout comme l'attaque israélienne contre l'hôpital arabe al-Ahli dans la ville de Gaza le 17 octobre 2023, où des centaines de personnes ont été tuées.

Les tentatives des États-Unis de détruire la résistance retardent la conclusion d'un cessez-le-feu et permettent à Israël de continuer à agir en toute impunité

Le peuple palestinien, à Gaza, en Cisjordanie occupée et à Jérusalem-Est, continue de résister avec un courage inouï aux crimes odieux d'Israël. Il est soutenu sans relâche par les courageux travailleurs humanitaires, les médias intègres et les peuples du monde entier. Alors que les crimes américano-israéliens s'intensifient, il devient de plus en plus évident que les États-Unis font tout en leur pouvoir pour mettre en place une nouvelle autorité gouvernementale en Palestine occupée ainsi qu'en Israël. Ils visent à donner un second souffle à l'occupation en déjouant les efforts des forces palestiniennes pour créer un gouvernement d'unité nationale qui soutient les objectifs de la résistance.

Poursuivant sans relâche le massacre des Palestiniens, l'armée d'occupation israélienne a annoncé qu'avant de prendre Rafah d'assaut, elle a l'intention de diriger une grande partie des 1,4 million de Palestiniens déplacés vivant dans la ville de Rafah, au sud de Gaza, vers des « îlots humanitaires » situés au centre de la bande de Gaza.

« Le porte-parole de l'armée israélienne, Daniel Hagari, a déclaré que le transfert des personnes se trouvant à Rafah vers les zones désignées, qui se ferait selon lui en coordination avec les acteurs internationaux, constituait une part importante des préparatifs de l'armée en vue de l'invasion attendue de Rafah. Israël affirme que le Hamas maintient quatre bataillons à Rafah qu'il veut détruire », rapporte le *Middle East Monitor*.

Le porte-parole de l'armée israélienne a ajouté : « Nous devons nous assurer que 1,4 million de personnes, ou du moins une partie importante de ces 1,4 million de personnes, seront déplacées. Où ? Aux îlots humanitaires que nous créerons avec l'aide de la communauté internationale. »

Il est maintenant courant d'entendre le mot humanitaire sortir de la bouche de porte-parole des FDI et du gouvernement israéliens. Les États-Unis, le Canada et d'autres pays qui soutiennent Israël propagent la désinformation crasse d'Israël à l'effet qu'Israël mène ses massacres en faisant tout ce qu'il peut pour épargner les civils. Dans cette veine, Daniel Hagari a souligné que ces îlots fourniraient des logements temporaires, de la nourriture, de l'eau et d'autres produits de première nécessité aux Palestiniens évacués, écrit le *Middle East Monitor*.

C'est ce même Israël qui empêche l'entrée de camions transportant de l'aide au point de passage de Rafah, en provenance d'Égypte. Le rapport du *Middle East Monitor* ajoute : « Il n'a pas mentionné quand Rafah serait évacué ni quand l'attaque sur la ville commencerait, mais il a expliqué qu'Israël veut que le moment soit approprié d'un point de vue opérationnel et qu'il soit coordonné avec l'Égypte, qui a déclaré qu'elle ne voulait pas d'un afflux de Palestiniens déplacés traversant ses frontières ».

Proposition globale de cessez-le-feu du Hamas

Le 14 mars, le Hamas a annoncé par voie de communiqué qu'il avait présenté aux médiateurs égyptiens et qataris une vision globale d'un accord de cessez-le-feu à Gaza, basé sur l'arrêt de l'agression israélienne contre le peuple palestinien dans la bande de Gaza. Ce plan prévoit la fourniture de secours et d'aide, le retour des personnes déplacées dans leurs foyers et le retrait des forces d'occupation de la bande de Gaza, lit-on dans le communiqué.

La proposition présentée par le Hamas aux médiateurs englobe également sa vision au dossier de l'échange de prisonniers et rappelle que le mouvement de résistance restera attaché aux droits et aux préoccupations du peuple palestinien.

Le Hamas n'a pas annoncé les détails du plan, mais *Reuters* a rapporté le lendemain que la proposition prévoyait la libération de femmes, y compris des « recrues féminines », des enfants, des personnes âgées et des malades, en échange de la libération de 700 à 1000 prisonniers palestiniens dans le cadre d'un premier échange.

Selon *Reuters*, le Hamas a précisé qu'il conviendrait d'une date pour un cessez-le-feu permanent après l'échange initial de captifs et de détenus, et qu'une date limite pour le retrait israélien de Gaza serait convenue après la première étape. Tous les captifs et détenus des deux camps seraient libérés dans une deuxième phase. Le premier ministre israélien a rejeté la proposition du Hamas en disant qu'elle était fondée sur des « demandes irréalistes ». Il a annoncé à plusieurs reprises qu'Israël envahirait Rafah pour éliminer le Hamas.

L'Autorité palestinienne se soumet aux pressions américaines pour nommer un nouveau premier ministre

Le 14 mars, le président de l'Autorité palestinienne, Mahmoud Abbas, a nommé un nouveau premier ministre, Mohammed Mustafa. Les États-Unis ont salué cette décision en termes élogieux,

la porte-parole du Conseil de sécurité nationale (CSN), Adrienne Watson, publiant immédiatement un communiqué dans lequel elle déclare : « Nous saluons la nomination aujourd'hui du Dr Mohammed Mustafa au poste de premier ministre de l'Autorité palestinienne, et nous encourageons vivement la formation d'un cabinet de réforme dès que possible. » Les États-Unis attendent de ce nouveau gouvernement qu'il mette en oeuvre « des politiques et des réformes crédibles et ambitieuses ». « Il est essentiel de réformer l'Autorité palestinienne afin de produire des résultats pour le peuple palestinien et d'établir les conditions de la stabilité en Cisjordanie et à Gaza », lit-on dans le communiqué.

Le CSN est le principal forum du président Biden pour la prise de décisions en matière de sécurité nationale et de politique étrangère. Cette déclaration confirme donc une fois de plus que l'Autorité palestinienne agit sur ordre des États-Unis dans le cadre d'une machination visant à établir des faits sur le terrain dans les territoires occupés qui, selon les États-Unis, sauveront l'objectif d'Israël de poursuivre son occupation des terres palestiniennes et de réaliser son rêve d'un « Grand Israël ». Cela se passe à un moment où l'administration Biden complète également pour écarter Benjamin Netanyahu du poste de premier ministre en Israël et mettre en place un gouvernement plus docile. En témoignage l'accueil réservé au membre du cabinet de guerre israélien Benny Gantz tant à Washington qu'à Ottawa.

En réponse à la nomination d'un nouveau premier ministre de l'Autorité palestinienne, quatre organisations de résistance palestinienne – le Hamas, le Jihad islamique palestinien, le Front populaire de libération de la Palestine (FPLP) et l'Initiative nationale palestinienne – ont publié une déclaration commune le 15 mars pour s'opposer à cette décision. Selon cette déclaration, la formation d'un nouveau gouvernement sans consensus national constitue « un renforcement de la politique d'exclusivité et une aggravation de la division, à un moment historique charnière, alors que notre peuple et sa cause nationale ont un besoin urgent de consensus et d'unité. »

« Ces mesures indiquent la profondeur de la crise au sein de la direction de l'Autorité palestinienne, sa déconnexion de la réalité et le fossé important qui la sépare de notre peuple [...] ce qui est confirmé par les opinions de la grande majorité de notre peuple qui a exprimé sa perte de confiance », indique la déclaration. Elle ajoute que les Palestiniens ont besoin d'une « direction nationale unifiée » pour préparer des élections libres et équitables avec la participation de « toutes les composantes du peuple palestinien ».

« Nous appelons également toutes les forces et factions nationales, en particulier les frères du mouvement Fatah, à prendre des mesures sérieuses et efficaces pour se mettre d'accord sur la gestion de cette étape historique et cruciale, d'une manière qui serve notre cause nationale et réponde aux aspirations de notre peuple à s'emparer de ses droits légitimes, à libérer sa terre et ses lieux saints et à établir un État indépendant et pleinement souverain, avec Jérusalem pour capitale », précisent les organisations.

Soutien du Yémen à la résistance palestinienne

Par ailleurs, Abdul Malik al-Houthi, chef du mouvement de résistance populaire Ansarullah au Yémen, a annoncé le 14 mars que les forces yéménites étendraient leurs opérations aux navires israéliens ou liés à Israël qui passeraient par l'océan Indien et le cap de Bonne-Espérance. L'annonce a été faite lors de la marche d'un million de personnes à Sanaa le 15 mars. Le porte-parole des forces armées yéménites, le général de brigade Yahya Saree, a publié une déclaration indiquant qu'en plus de cibler les navires israéliens ou associés au régime d'occupation dans la mer Rouge et la mer d'Arabie depuis le 7 octobre 2023, il commençait également des opérations propalestiniennes dans l'océan Indien.

Les forces yéménites, a-t-il dit, « ont mené trois opérations contre trois navires israéliens et

américains dans l'océan Indien avec un certain nombre de missiles navals et de drones appropriés, et les trois opérations ont atteint leurs objectifs ».

Le Yémen a dénoncé la condamnation par le Conseil de sécurité des Nations unies, le 18 mars, de ses opérations maritimes de soutien à la Palestine en mer Rouge, affirmant que l'organe international sert dangereusement les intérêts des États-Unis et soutient le génocide à Gaza. Le Conseil de sécurité a condamné « dans les termes les plus forts » les frappes yéménites contre les navires liés à Israël ainsi que les actifs américains et britanniques en mer Rouge et a exigé que toutes ces attaques « cessent immédiatement ».



Le 19 mars, le ministère yéménite des Affaires étrangères et des Expatriés a déclaré dans un communiqué : « La déclaration du Conseil de sécurité de l'ONU concernant les opérations yéménites en mer Rouge et en mer d'Arabie reflète une dangereuse soumission aux intérêts criminels des États-Unis et confirme en même temps le soutien au génocide israélien en cours à Gaza. »

« Il aurait été préférable que le Conseil de sécurité des Nations unies empêche [les États-Unis] de fournir des armes à l'entité sioniste usurpatrice, à cause de laquelle des milliers de massacres ont été perpétrés contre la population de Gaza », indique le communiqué.

Le communiqué réaffirme que les opérations maritimes du Yémen en mer Rouge et en mer d'Arabie sont étroitement liées à l'évolution de la situation à Gaza, qu'elles sont menées pour des raisons humanitaires et qu'elles bénéficient du soutien solide de la nation yéménite et de tous les peuples épris de liberté à travers le monde. « Les opérations des forces armées yéménites se poursuivront et ne s'arrêteront pas tant que l'agression sioniste criminelle contre Gaza ne cessera pas et que le siège du territoire ne sera pas levé », conclut le communiqué.

La chaîne de télévision *Al Masirah*, administrée par les Houthis au Yémen, a fait état de dix nouvelles attaques aériennes menées par les armées américaine et britannique. Elle indique que les attaques visaient les zones d'al-Jabbana et d'al-Faza dans la ville portuaire de Hodeidah, qui est l'une des principales cibles des frappes aériennes menées par les États-Unis et le Royaume-Uni dans de nombreux gouvernorats du Yémen depuis que les Houthis ont commencé à prendre pour cible les cargos et les navires militaires dans la mer Rouge et le golfe d'Aden, en novembre, en soutien aux Palestiniens.

Le 8 mars, le mouvement Ansarullah du Yémen a effectué un vol d'essai d'un missile hypersonique et se prépare à intégrer ces missiles dans son arsenal militaire, a déclaré à *Sputnik* une source militaire affiliée au mouvement. « Les forces de missiles du mouvement ont testé avec succès un missile pouvant atteindre une vitesse de Mach 8 (10 000 kilomètres à l'heure) et fonctionnant à l'aide d'un combustible solide. Le Yémen prévoit de commencer à le fabriquer pour l'utiliser dans des attaques en mer Rouge, en mer d'Arabie et dans le golfe d'Aden, ainsi que contre des cibles en Israël », selon la source citée.

Soutien à la résistance palestinienne dans de nombreuses villes arabes

De nombreuses villes arabes ont été le théâtre de marches et de manifestations après la prière du vendredi 15 mars, auxquelles des milliers de manifestants ont participé pour soutenir le peuple

palestinien et dénoncer l'agression brutale de l'occupation israélienne contre la bande de Gaza et protester contre la guerre de famine menée contre ses habitants.



Prières du soir à la mosquée al-Aqsa, vendredi 15 mars 2024

À Jérusalem-Est, environ 90 000 personnes ont effectué les prières du soir et de Tarawih dans la mosquée al-Aqsa le premier vendredi du Ramadan, en réponse à l'appel du Hamas à contrecarrer les menaces des FDI qui avaient annoncé leur intention ne pas leur permettre d'entrer dans la mosquée. Au Maroc, l'Instance marocaine de soutien aux causes de la nation a annoncé l'organisation de 125 manifestations dans 60 villes en solidarité avec les Palestiniens de la bande de Gaza et en protestation contre l'agression israélienne. En Jordanie, des milliers de personnes ont participé à des marches après la prière du vendredi, à l'appel du Forum national de soutien à la résistance, dans six gouvernorats et villes de Jordanie, pour dénoncer la guerre de famine dans la bande de Gaza.

Au Yémen, les Yéménites ont manifesté vendredi dans la capitale, Sanaa, en solidarité avec le peuple palestinien de la bande de Gaza. L'agence de presse Saba, affiliée au mouvement Ansarullah, a rapporté que Sanaa avait accueilli une manifestation d'un million de personnes sous le mot d'ordre : « Le Ramadan du Yémen, une inondation qui triomphe pour Gaza ». Les manifestants ont brandi des drapeaux yéménites et palestiniens et des banderoles dénonçant la guerre génocidaire menée par l'armée d'occupation israélienne contre le peuple palestinien assiégé. Plusieurs gouvernorats du Yémen ont également connu des manifestations similaires en soutien à Gaza et en condamnation des crimes israéliens.

Aggravation de la crise en Israël

D'autres agences de presse publient des rapports provenant de diverses sources qui soulignent qu'Israël a déjà perdu la guerre. Le 17 mars, le journal israélien *Maariv* a publié une analyse du général de division à la retraite Yizhak Barik selon qui « Israël ne peut pas mentir à son peuple pendant longtemps et a déjà perdu la guerre avec le mouvement de résistance palestinien Hamas ». « Ce qui se passe dans la bande de Gaza et contre le Hezbollah au Liban nous explosera à la figure tôt ou tard, et la vérité sera alors révélée dans toute sa dissimulation », a écrit le général qui accuse les dirigeants israéliens de vivre « dans l'illusion ». Il a prévenu qu'Israël n'était pas prêt pour une guerre régionale, qui serait « des milliers de fois plus difficile et plus grave que la guerre dans la bande de Gaza ». Il écrit : « Chaque jour, nos soldats sont tués et gravement blessés (dans la bande de Gaza) par des pièges et des explosifs lorsqu'ils pénètrent dans des maisons sans aucune

inspection et sans utiliser les mesures appropriées. » Et il conclut : « Si une guerre régionale éclate et détruit le pays, il ne fait aucun doute que dans l'histoire du peuple d'Israël, on se souviendra d'eux pour toujours. »

Pour sa part, *Al Mayadeen* rapporte ce qui suit le 17 mars :

« Le ministre israélien de la Sécurité, Yoav Gallant, a tenu une réunion avec les chefs des appareils de sécurité et militaires israéliens après que le premier ministre Benjamin Netanyahu ait refusé de convoquer le cabinet de guerre [dans la nuit du 16 mars], selon les médias israéliens.

« L'ordre du jour de la réunion portait essentiellement sur le dossier de l'échange de prisonniers, les participants ayant reçu des informations relatives à un éventuel accord d'échange de prisonniers. De hauts responsables de la sécurité et de l'armée, ainsi que des membres de l'envoyé israélien pour les négociations, ont discuté des propositions présentées par la partie israélienne lors des pourparlers avec la résistance palestinienne dans le cadre de la médiation. Ils se sont concentrés sur les obstacles à la finalisation d'un accord.

« Benjamin Netanyahu a refusé de convoquer une réunion du cabinet de guerre, qui est en proie à une agitation permanente en raison de différends stratégiques et internes. Le premier ministre a été accusé d'écarter les membres du cabinet de guerre lorsqu'il s'agit de décisions et de positions cruciales telles que le dossier de l'échange de prisonniers.

« Ces dernières nouvelles viennent renforcer les preuves de ces allégations, puisque Netanyahu a refusé à Yoav Gallant, membre essentiel du cabinet de guerre et de la coalition gouvernementale, l'examen du dossier avec d'autres membres du cabinet de guerre et de hauts fonctionnaires israéliens.

« Cela arrive à un moment où les analystes israéliens soulignent de plus en plus une 'dangereuse situation stratégique', résultant d'une longue guerre d'usure sur le front nord avec le Liban et sur le front sud avec la résistance palestinienne dans la bande de Gaza.

« Amos Harel, analyste militaire du journal israélien *Haaretz*, a critiqué le premier ministre en déclarant que c'est lui qui devrait être tenu responsable de l'exacerbation des problèmes 'uniques' auxquels Israël est confronté.

« L'analyste a déclaré que les malheurs d'Israël sont le résultat direct des ambitions personnelles de Benjamin Netanyahu et de sa tentative d'échapper à la 'justice'. Il a ajouté que Netanyahu ne 'présentait pas aux Israéliens les dangers de la situation sécuritaire et politique, mais qu'au contraire, il partage des légendes sur ses succès et ses réalisations, ainsi que de faux espoirs de victoire absolue'. »

La motion amendée du Parlement canadien appelant à un cessez-le-feu est une arnaque

Lawyers4palestine a publié une évaluation fondée de la motion modifiée adoptée par la Chambre des communes le 18 mars appelant à un cessez-le-feu dans la bande de Gaza. L'organisation de défense de la Palestine écrit sur Instagram : « Malheureusement, cette motion est une arnaque. » En effet, elle affirme qu'Israël a le droit de se défendre et qu'en se défendant, il doit respecter le droit international humanitaire, alors qu'en réalité le droit international ne reconnaît pas le droit d'une puissance occupante à « se défendre ». En changeant le terme « biens militaires » par « exportations d'armes » dans le libellé de la motion, les libéraux ont assuré le maintien du statu quo dans lequel le Canada continue d'approuver les exportations militaires « non létales » vers Israël, explique Lawyers4palestine.

Avant le vote sur la motion amendée, la ministre des Affaires étrangères du Canada, Mélanie Joly, a clairement indiqué qu'aucune motion du Parlement ne changerait la politique étrangère de son gouvernement ! La motion amendée, en plus d'être non contraignante, donne au gouvernement toute la latitude dont il a besoin pour continuer de soutenir Israël sioniste et les crimes qu'il commet, comme si rien n'avait changé.

Les 14 amendements proposés par les libéraux et acceptés par le NPD ont essentiellement transformé la motion initialement présentée par le NPD le 27 février en une réitération de la politique déjà déclarée du gouvernement. Ils reprennent le mantra constant du gouvernement Trudeau selon lequel 1) Israël a le droit de se défendre, 2) le Hamas est une organisation terroriste qui doit être vaincue et doit déposer les armes et 3) le Canada travaillera avec ses partenaires internationaux pour poursuivre l'objectif de la paix au Moyen-Orient et d'une solution négociée à deux États. Le NPD a accepté d'amender la motion et le Parti conservateur a souligné, à juste titre, que l'amendement modifiait fondamentalement la motion originale qui, entre autres, demandait que le Canada reconnaisse officiellement l'État de Palestine. La motion amendée a été votée par 204 voix contre 118.

Tout cela a montré à quel point le Parlement perd toute pertinence lorsqu'il est possible de demander un vote qui viole les règles du Parlement dans la mesure où il s'agit d'une motion complètement différente de celle qui est sur la table, qu'il ne s'agit pas d'un amendement et qu'elle n'a même pas été traduite dans l'autre langue officielle. Cela a également montré que le président de la Chambre agit comme simple auxiliaire du cabinet libéral.

La position juste et de principe du mouvement mondial de défense du peuple palestinien est qu'Israël doit être forcé de cesser son assaut et tenu pour responsable de ses crimes, que le droit d'être des Palestiniens, leur droit de résister à l'occupation et de retourner sur les terres dont ils ont été expulsés par la force doit être pleinement soutenu et que c'est le peuple palestinien qui décidera du fonctionnement de son État. Le Parlement canadien a une fois de plus déclaré qu'il ne prendrait pas de mesures pour demander des comptes à Israël et considère qu'il a le droit, en coopération avec ses « partenaires internationaux », de s'immiscer dans les affaires intérieures du peuple palestinien. Le refus de reconnaître l'État de Palestine est un message clair que le Canada et ses partenaires ne reconnaissent pas le droit des Palestiniens d'être une nation souveraine, sans laquelle il n'y a pas de « solution ».

(Avec des informations de Chronique de Palestine, Centre palestinien d'information, Middle East Monitor, Middle East Eye, Sputnik, Al-Mayadeen, Maison-Blanche)



Reportage photo sur des actions partout dans le monde du 10 au 17 mars



Ottawa, le 16 mars

CANADA Région de la capitale nationale

Le 13 mars, une manifestation s'est tenue à Ottawa dans le cadre de la journée d'action mondiale *Arrêtons le monde pour Gaza*. Les manifestants se sont rassemblés au Monument pour les droits de personne et ont marché sur l'avenue Laurier, s'arrêtant et bloquant l'intersection de l'avenue Laurier et de la rue Nicholas pour dénoncer les atrocités de l'entité sioniste qui intensifie la torture et la famine forcée du peuple palestinien la veille du ramadan. Ils ont également dénoncé la complicité du Canada dans le génocide et réitéré que les gens de conscience refusent d'être complices de ces crimes. Ils ont demandé un cessez-le-feu immédiat, la fin du génocide et un embargo sur les armes à destination d'Israël.



13 mars

Deux jours plus tard, le 16 mars, pour la 23e semaine consécutive depuis le début du génocide en cours à Gaza, près de 3 000 personnes ont à nouveau manifesté dans les rues d'Ottawa. Des familles avec leurs enfants, des jeunes et des personnes âgées, tous ont défilé avec la ferme conviction que leur voix compte et que la justice pour la Palestine doit prévaloir et prévaudra.

Au Monument pour les droits de la personne, un porte-parole du Mouvement de la jeunesse palestinienne a déclaré : « Depuis 160 jours, nous assistons à un génocide qui a coûté la vie à plus de 30 000 Palestiniens et nous savons que ce chiffre est plus proche de 40 000, car des corps sont encore coincés sous les décombres. Cette semaine encore, nous avons assisté à un nouveau 'massacre à la farine' au cours duquel les forces sionistes ont ouvert le feu sur des Palestiniens qui attendaient de l'aide. Ces crimes de guerre sont diffusés dans le monde entier, tandis que les gouvernements occidentaux, notre gouvernement, continuent de fermer les yeux et d'encourager ce génocide. »

Il a rappelé à tous la résistance et la force inébranlables des Palestiniens, qui continuent de résister et de lutter pour leur liberté, leurs droits, leur fierté et leur dignité. Il a poursuivi en déclarant « Nous nous réunissons ici pour assumer notre rôle dans la lutte de libération palestinienne, pour exiger des actions et nous opposer au sionisme, ici même, sur l'île de la Tortue. En tant que Palestiniens de la diaspora, nous ne sommes pas seulement solidaires de nos frères et soeurs en Palestine, nous nous battons sur un autre front, ici, au coeur de l'empire, dans le ventre de la bête. Nous avons une responsabilité envers la population de Gaza qui paie le prix le plus élevé et le plus grand sacrifice pour notre libération collective. Nous exigeons un cessez-le-feu permanent, nous exigeons le retrait total des forces sionistes de Gaza, la fin du siège de Gaza qui dure depuis 17 ans, la libération totale de notre peuple, de notre terre et une Palestine libre du fleuve à la mer. »

Le porte-parole du Mouvement de la jeunesse palestinienne a terminé en disant : « Ce lundi [18 mars], une motion sera présentée à la Chambre des communes appelant à un embargo sur les armes à destination d'Israël. C'est pourquoi il est essentiel que nous demandions à nos députés de rendre des comptes et que nous exigeons qu'ils soutiennent cette motion. »





16 mars

Nouvelle-Écosse

Halifax

Le 16 mars, près de 400 jeunes, étudiants et travailleurs se sont rassemblés sur les Terrains de la garnison à Halifax pour mobiliser, discuter du génocide en cours en Palestine et marcher dans les rues pour exiger un cessez-le-feu et la fin de l'occupation et du génocide en Palestine. Le rassemblement a commencé comme toutes les autres fois : une femme pakistanaise a souhaité la bienvenue à tout le monde en scandant : *Humanité, soit la bienvenue !* au milieu d'acclamations et de poings levés.

Après que quelques orateurs se soient adressés aux participants, tout le monde est descendu dans la rue avec des pancartes bien en vue et des drapeaux flottant au vent et prêt à scander : *À bas la machine de guerre des États-Unis, de la Palestine aux Philippines ! Yémen, Yémen, tu nous rends fiers, empêche un autre navire de passer ! Gaza, Gaza, tu te lèveras, Halifax est avec toi ! Du fleuve à la mer, la Palestine vivra à jamais ! Pas un sou pour le génocide ! Le peuple uni jamais ne sera vaincu !*

Les marcheurs ont passé par le centre-ville de Halifax, où des commerçants, des travailleurs et des Haligoniens sont sortis, le poing dans les airs, reprenant les slogans à leur tour. Le fait que des jeunes enfants distribuaient des dépliants aux passants en a inspiré plus d'un. Au cours du trajet, les marcheurs s'arrêtaient pour écouter des orateurs ou des prestations. Cette fin de semaine, Jenn

Grant, une chanteuse et compositrice de Halifax, a chanté sa nouvelle chanson *Hello Everyone* (*Ceasefire Now !*) accompagnée de son partenaire et ami. Tout le monde a chanté le refrain : *Personne n'est libre sans que tout le monde soit libre ! Cessez-le-feu maintenant !* La chanson est disponible sur [Youtube](#) et met en vedette plus de 35 musiciens du Canada, de l'Australie et du Royaume-Uni.

La prochaine oratrice était une jeune femme juive. Elle a parlé avec force : « Je ne permettrai pas que la souffrance et la douleur de mes ancêtres servent à imposer l'oppression et la terreur. Ma famille n'a pas survécu aux pogroms et à la persécution pour que moi je ne dise mot pendant que les Palestiniens subissent le même déchirement et la même agonie. [...] Nous avons une obligation morale en tant que Juifs de lutter pour la libération de tous les peuples opprimés, et surtout de lutter contre ceux qui cherchent à le faire en notre nom. C'est ainsi que nous résistons. Nous résistons en nous épaulant, Juifs et Palestiniens ensemble, en refusant la haine et l'endoctrinement que le sionisme tente de nous inculquer. Nous ne résistons pas seuls, mais unis. »

Plus loin dans le trajet, il y a eu d'autres chansons, dont la chanson suédoise *Leve Palestina* (Vive la Palestine) et une très belle chanson par une jeune Micmac. Les rassemblements réunissent un grand nombre de jeunes et d'étudiants, dont des étudiants de l'Université Dalhousie. Au rassemblement de la semaine dernière, un étudiant palestinien a dit : « Je comprends que plusieurs d'entre vous vous sentez dépourvus en tant qu'étudiants et citoyens ordinaires qui vivent à des milliers de miles de Gaza. Mais ce n'est pas le cas pour tout le monde. Car nous, le peuple, avons la capacité de perturber, d'organiser et d'agir. » Il a parlé des trois principales revendications de la société civile palestinienne, adoptées en 2005 : 1) mettre fin à l'occupation et à la colonisation de toutes terres arabes; 2) reconnaître les droits humains fondamentaux des citoyens arabo-palestiniens d'Israël et 3) respecter, protéger et promouvoir le droit des réfugiés palestiniens de retourner à leurs terres et leurs maisons tel que stipulé dans la résolution 194 des Nations unies.

Il a terminé en disant : « Ensemble, nous ne fléchirons jamais dans notre quête de justice, sans égard à la race ou aux croyances [...] Les Palestiniens sont les victimes, c'est vrai, cependant nous refusons, refusons d'être la victime parfaite. Car nous ne réagirons pas à cette subjugation sans rien faire, nous ne nous laisserons pas faire. Nous ferons autant de bruit que possible ! Et si nous sommes défaits, ce ne sera pas sans se battre ! À bas l'occupation ! Vive la Palestine ! »





16 mars

Québec

Rimouski



17 mars

Montréal

Pendant plus d'une heure et demie, l'après-midi du 14 mars, des manifestants ont fait un piquetage dans la rue, face à l'entrée principale de l'hôtel du Vieux-Montréal où la ministre des Affaires étrangères du Canada, Mélanie Joly, devait prendre la parole avec d'autres membres du cabinet Trudeau à l'occasion d'une collecte de fonds libérale. Parmi eux, le ministre des Transports Pablo Rodriguez et le ministre de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté Marc Miller. Les participants au piquet de grève tenaient des pancartes et des bannières demandant que le Canada prenne position et dénonce les crimes génocidaires d'Israël contre la population de Gaza. Ils ont scandé : « *Libérez, libérez la Palestine !* », « *Joly, Joly, tes mains sont souillées de sang !* » et « *Trudeau, Trudeau, choisis ton camp, justice ou génocide !* » et plus encore.

Quatre jours auparavant, Mélanie Joly avait rencontré le ministre israélien des Affaires étrangères, Israël Katz, où, selon Affaires mondiales Canada, elle a « a réitéré la position de longue date du Canada selon laquelle Israël a le droit d'exister et de se défendre conformément au droit international ». Aucun des ministres n'a osé se présenter devant les manifestants, préférant entrer en voiture dans le stationnement souterrain de l'hôtel.

À la fin du piquetage du 14 mars, des activistes des arrondissements voisins de Ville-Marie et d'Hochelaga-Maisonneuve ont continué à manifester dans les rues du Vieux-Montréal.





14 mars

Le 17 mars, parmi les 800 manifestants de la marche hebdomadaire en soutien à la Palestine qui se sont adressés à la foule, un représentant du Mouvement de la jeunesse palestinienne a dénoncé cette soi-disant aide humanitaire à Gaza par voie maritime, mise en place par les États-Unis, le Canada et l'Union européenne. Il a déclaré que les gens allaient découvrir les véritables raisons de ce dernier stratagème.

« Nous n'avons pas cessé de descendre dans la rue, de hisser notre drapeau, de parler en faveur de la Palestine, où que nous soyons. Notre peuple à Gaza n'est pas seulement confronté à un génocide, il est confronté à une famine de masse par le régime israélien avec le soutien total des États-Unis d'Amérique, avec le soutien total de notre propre gouvernement canadien », a-t-il déclaré.

« Notre gouvernement canadien ne nous représente pas, il ne représente pas le peuple, ni nos demandes. Il ne représente que les intérêts de l'élite dirigeante, de la classe politique. [...] Ils veulent détruire la volonté de notre peuple, parce que nous nous battons, nous résistons. Nous continuerons à nous battre jusqu'à la libération totale et jusqu'au retour complet de chaque réfugié palestinien. Nos exigences sont très claires. Nous voulons un cessez-le-feu immédiat et permanent, et la libération de tous les prisonniers palestiniens des prisons sionistes, chacun d'entre eux », a-t-il déclaré.

« Nous voulons mettre fin à ce projet colonial étranger appelé sionisme dans notre région. Et nous voulons mettre fin à toute complicité canadienne et occidentale dans cette occupation, dans ce génocide », a-t-il ajouté.

« Je tiens à vous rappeler que nous sommes la voix du peuple, nous sommes les ambassadeurs de la voix de Gaza, de la Cisjordanie, de toutes les personnes opprimées sur cette planète », a-t-il conclu.

D'autres ont attiré l'attention de la foule sur le fait que 12 étudiants de l'Université McGill ont entamé une grève de la faim depuis 28 jours. « Ils ont pris sur eux de faire une grève de la faim, depuis avant le ramadan, et certains d'entre eux ont fait une grève de la faim indéfinie sans nourriture ni eau, tandis que d'autres n'ont eu que de l'eau, de l'eau saline », a déclaré l'une d'entre eux. Elle a dénoncé l'hypocrisie de l'administration de McGill qui fait des déclarations sur les grévistes de la faim, sur l'inquiétude pour leur santé et leur dit qu'ils devraient arrêter pour leur propre santé et sécurité. « C'est la même administration qui reste complètement silencieuse sur ce qui se passe à Gaza pour les gens qui n'ont ni nourriture, ni eau, ni électricité. Ces étudiants en grève de la faim exigent que l'Université McGill mette fin à sa complicité avec toutes les institutions et entreprises israéliennes et sionistes complices de cette occupation ! L'administration de McGill a même refusé de rencontrer les grévistes de la faim », a-t-elle ajouté.

Une autre personne qui s'est adressée à la foule a déclaré : « Nous avons une situation dans ce pays où il existe un accord commercial avec Israël qui permet aux produits d'entrer en provenance de la Cisjordanie occupée sans payer de droits de douane. Le plus grand scandale, la plus grande contribution canadienne à la Palestine et à la dépossession, quelque chose qui ne reçoit pratiquement aucune attention, est le fait qu'il y a des centaines d'organisations, d'organismes de bienfaisance enregistrés dans ce pays qui amassent plus d'un quart de milliard de dollars par an pour des projets en Israël. Cette somme est subventionnée par l'ensemble des contribuables canadiens. Et certaines de ces organisations soutiennent directement l'armée israélienne, les organisations racistes en Israël, les colonies de peuplement en Cisjordanie, en violation du droit national. »

Il a conclu en disant que nous serons présents partout où ces politiciens iront. « Ces derniers jours, vendredi, à Toronto, Justin Trudeau a dû s'enfuir par une sortie arrière parce qu'il y avait trop de manifestants lors d'une collecte de fonds. À Saint-Jean, au Nouveau-Brunswick, la collecte de fonds de Pierre Poilievre a été perturbée.

Avant de commencer la marche, les organisateurs ont rappelé à tout le monde de venir le samedi 23 mars à 14 heures à Montréal pour une grande manifestation et une marche pour la Palestine organisée par des organisations propalestiniennes au Québec.





17 mars

Ontario

Toronto

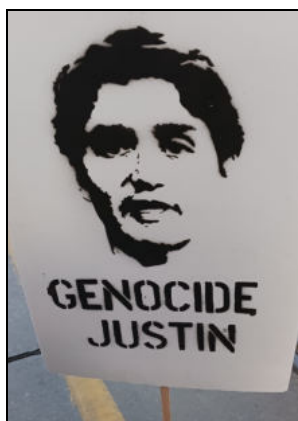
Le 15 mars, avec un court préavis, des centaines de personnes se sont rendues à l'hôtel King Edward, au centre-ville de Toronto, pour y dénoncer le premier ministre Justin Trudeau pour sa lâcheté et son soutien au génocide israélien contre le peuple palestinien, soutenu par les États-Unis, qui lui ont valu le surnom de « Justin le génocidaire ». Trudeau était l'invité d'un dîner de collecte de fonds du Parti libéral où le prix du billet était de 1725 \$ par personne et de 825 \$ pour les moins de 35 ans. L'argent ira dans les coffres du Parti libéral pour les prochaines élections fédérales en 2025. La manifestation animée était appelée par le Mouvement de la jeunesse palestinienne, Toronto4Palestine et d'autres.

Des policiers en formation de combat, dont deux rangées de policiers à cheval, se tenaient derrière les barricades érigées pour bloquer les entrées de l'hôtel, pour permettre à Justin Trudeau d'entrer dans l'hôtel par une porte latérale.

Les manifestants ont continué à scander des slogans qui ont été entendus sur un grand périmètre autour de l'hôtel, notamment : *Hé Trudeau, tu ne peux pas te cacher, nous t'accusons de génocide, Hé Trudeau, choisis ton camp, justice ou génocide, Du fleuve à la mer, la Palestine sera libre, Du fleuve à la mer, la Palestine vivra éternellement.*

Les jeunes qui menaient les chants ont souligné qu'il était inadmissible que Trudeau et les libéraux organisent un banquet alors que les Palestiniens sont confrontés à la campagne de bombardement et de famine la plus brutale qui soit, qui vise à les anéantir et qui a fait plus de 30 000 morts. Ils ont également souligné l'héroïsme des Palestiniens en précisant que rien n'empêchera le peuple palestinien de remporter la victoire et d'affirmer son droit au retour.

Les jeunes organisateurs ont remercié tous les Torontois qui, depuis près de 160 jours, viennent soutenir la population de Gaza et le peuple palestinien qui font face aux crimes les plus odieux des forces américano-Israéliennes. Ils ont noté que cette unité avec les Palestiniens et l'unité du monde entier avec la Palestine ont aidé à maintenir la résistance et que, quelles que soient les difficultés, le peuple palestinien l'emportera sur les sionistes et leurs alliés tels que les États-Unis et le Canada, et que la complicité du Canada dans ce génocide sera exposée chaque fois que Trudeau ou tout autre sympathisant sioniste du gouvernement se montrera en public, qu'il n'y aura pas de « retour à la normale » pour eux.



Piquetage à l'extérieur de la collecte de fonds libérale à laquelle participait Justin Trudeau, le 15 mars





16 mars

Sudbury



16 mars

Windsor

L'après-midi du 11 mars, les étudiants de l'Université de Windsor et leurs alliés ont organisé un « die-in » dans l'aire commune de la Faculté de droit Ron W. Ianni. L'objectif était d'obtenir le soutien des étudiants, de la faculté et de l'administration pour la campagne de Boycott, Désinvestissement et Sanctions (BDS) contre Israël, étant donné qu'une résolution à cet effet allait être soumise à l'Alliance des étudiants de l'Université de Windsor.

L'un des participants a lu un discours condamnant la complicité du Canada dans le génocide en

cours à Gaza et a demandé au gouvernement d'agir conformément à l'ordre émis par la Cour internationale de justice de remplir ses obligations en vertu de la Convention sur le génocide et conformément au droit international. Les institutions canadiennes, y compris les universités et leurs facultés de droit, ont le devoir légal et moral de contribuer à ce que le Canada rende des comptes, a-t-elle déclaré. Elle a appelé en particulier la faculté de droit de l'université de Windsor à respecter ses engagements en matière de justice sociale, de décolonisation, de remédier aux injustices historiques et de mettre fin au racisme institutionnel. Elle a ensuite invité l'université à se joindre aux étudiants en participant au mouvement BDS, un moyen de faire progresser la justice en faisant pression sur Israël pour qu'il respecte le droit international et mette fin à son nettoyage ethnique et à ses crimes de guerre. Elle a également appelé les universitaires à jouer leur rôle dans leurs salles de cours et dans leurs disciplines afin de défendre la justice pour la Palestine et de discuter de la crise humanitaire qui a été imposée à la population de Gaza. Dans les campus du pays, les étudiants et les membres du corps professoral participent activement à des campagnes visant à affirmer leur droit à soutenir la Palestine, à rompre les liens académiques, financiers et institutionnels qui soutiennent l'occupation israélienne, alors que de nombreuses universités mènent également des recherches liées à la production de guerre.



Le 17 mars, un rassemblement et une marche ont eu lieu dans le centre-ville de Windsor. Les slogans scandés lors de la marche comprenaient « *Résistance au génocide : nous la défendons avec toute notre fierté !* », « *La résistance est justifiée lorsque votre terre est occupée !* », « *Nous devons nous battre de toutes nos forces pour des droits humains fondamentaux !* », « *Libérez, libérez la Palestine !* » et « *Cessez-le-feu maintenant !* »





17 mars

Alberta

Edmonton





17 mars

Calgary





17 mars

**Colombie-Britannique
Vancouver**



Piquetage à la Banque Scotia et une marche, le 15 mars, pour exiger qu'elle continue à se désinvestir du fabricant d'armes israélien Elbit.



Randonnée à vélo pour la Palestine, le 16 mars

Davis Bay



17 mars

ÉTATS-UNIS Washington, DC





12 mars

New York, New York



Manifestation contre les ventes illégales de terres palestiniennes, 14 mars

Boston, Massachusetts



Interruption de la conférence de l'American Medical Association, 16 mars

Chicago, Illinois





16 mars

Minneapolis, Minnesota



15 mars

San Francisco, Californie



Blocage du portique de sécurité à l'aéroport, 13 mars

Hollywood, Californie



Manifestation devant les Oscars, le 10 mars

EUROPE Angleterre Londres



15 mars, devant le 10 Downing Street

Woolwich



16 mars

Glasgow, Écosse



16 mars

Cardiff, Pays de Galles





Le 13 mars, la bannière « Nommer les morts » encercle le parlement gallois.

Irlande
Dublin



16 mars
Limerick





16 mars

Mullingar



17 mars

Belfast



17 mars

France

Paris



16 mars

Toulouse



11 mars

Pays Basque, Espagne



17 mars

Groenland, Danmark



17 mars

Îles Féroé, Danmark



17 mars

Reykjavik, Islande



12 mars

Helsinki, Finlande



16 mars

Bruxelles, Belgique



17 mars

Utrecht, Pays-Bas



Chaussures pour les enfants tués à Gaza, 17 mars

Berlin, Allemagne



16 mars

Tirana, Albanie



17 mars

ASIE
Sanaa, Yémen



15 mars

Amman, Jordanie



13 mars

Manama, Bahreïn



17 mars

Séoul, Corée





17 mars

Tokyo, Japan



16 mars

AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES

Mexique

Mexico



17 mars

Leon



16 mars

Puebla



17 mars

San Jose, Costa Rica



17 mars

Santiago, Chili





17 mars

Océanie

Australie
Melbourne



13 mars



14 mars



Le 16 mars



www.pccml.ca • redaction@pccml.ca